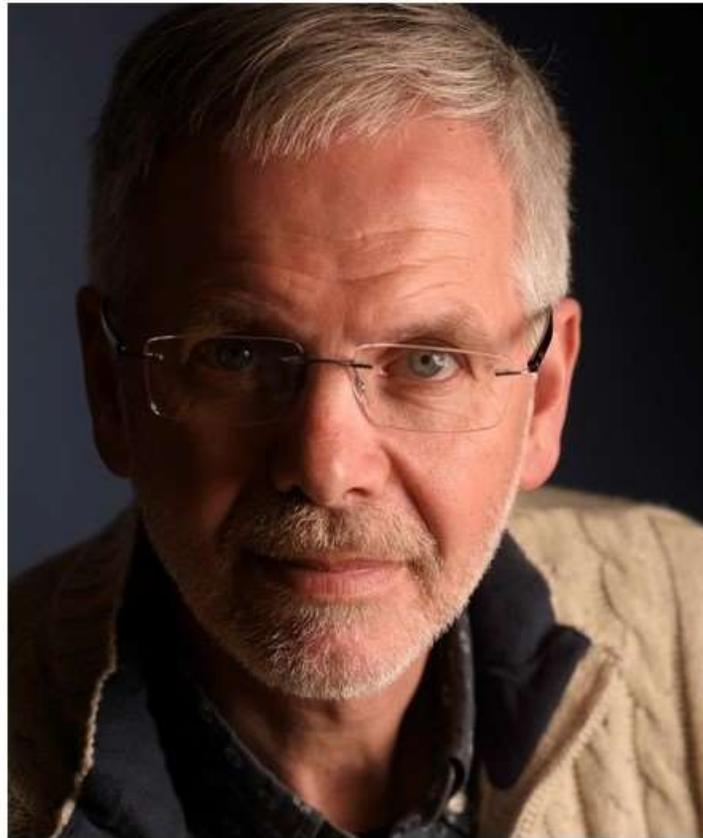




John Christensen : "La City de Londres est un Etat dans l'Etat qui opère de manière discrète"

Réservé aux abonnés

Pauline Sock Publié le 28/10/2018



Patron de l'ONG Tax Justice Network, John Christensen est devenu la bête noire des paradis fiscaux. Il vient de produire un documentaire remarquable, en libre accès sur YouTube, sur la puissance de la City de Londres et sa mainmise sur nombre de paradis fiscaux. Rencontre.

Passer une décennie incognito dans un paradis fiscal, à travailler d'abord pour les multinationales qui en tirent d'énormes profits, ensuite pour le gouvernement qui ferme les yeux sur leurs activités : c'est le pari qu'a tenu l'économiste britannique John Christensen dans sa native île de Jersey, avant de dénoncer publiquement leurs dérives. Devenu pourfendeur des paradis fiscaux avec son ONG Tax Justice Network, il se penche sur le rôle central de la City de Londres dans l'économie offshore à travers le documentaire La toile d'araignée: Le second empire britannique, qu'il a co-produit.

Et Christensen n'est pas prêt de s'arrêter : le film n'est que la première partie d'une enquête sur la puissance néfaste de la dérégulation financière et les dangers politiques qu'elle entraîne. Rencontre.

Le Monde associé à 18 médias européens, a dévoilé le 19 octobre dernier, une gigantesque affaire de fraude et d'évasions fiscales, dont sont victimes des Etats Européens, pour un préjudice évalué à plus de 55 milliards en quinze ans. Que pensez-vous de cette nouvelle affaire ?

Je crois que beaucoup d'éléments n'ont pas encore émergé. Cette affaire a commencé dans un Etat [l'Allemagne, ndlr] avant de se propager à d'autres pays européens, et je ne serais pas surpris d'apprendre que ce qui a été révélé n'est que la partie visible de l'iceberg. Le système d'optimisation fiscale à grande échelle au profit d'investisseurs étrangers visé par cette enquête est probablement illégal. Il n'aurait pu exister sans le concours de banques, de courtiers et d'avocats qui l'ont proposé à nombre de leurs clients depuis de nombreuses années. Les gouvernements connaissaient forcément l'existence de ce système depuis longtemps, mais je les soupçonne de ne pas avoir réellement enquêté et tenté de poursuivre les coupables, par crainte de perdre des investissements étrangers.

Il faut maintenant s'assurer que des actions en justice vont être intentées, et si nécessaire, que des sanctions soient prises contre les banques et les sociétés d'avocats qui ont rendu ce système possible. Il faut absolument mener à bien ces poursuites pour envoyer un message fort aux banques et à l'opinion publique, et montrer que l'organisation de telles pratiques frauduleuses est inacceptable. Elle discrédite la confiance des citoyens dans les Etats et les banques.

Votre film s'intéresse aux liens entre la City de Londres et les paradis fiscaux. En quoi la City est-elle unique ?

La City de Londres est un lobby extrêmement puissant qui opère de manière discrète. Elle a un représentant, le Remembrancer, qui siège directement à la Chambre des Communes. Un lobby au Parlement : c'est une idée extraordinaire ! La City a sa propre autorité politique, sa propre police. C'est un état dans l'Etat.

Vous avez travaillé à Jersey, l'un des paradis fiscaux étudié dans le film.

Oui, j'ai pu observer de près « la malédiction de la finance » pendant ma carrière comme conseiller économique au sein du gouvernement de Jersey, de 1987 à 1998. Ma mission principale était de « maintenir une économie équilibrée ». A l'époque, le gouvernement commençait à autoriser les banques et d'autres organisations financières légales à baser une partie de leurs activités à Jersey. Ces banques arrivaient et assénaient une énorme inflation sur le marché du travail, sur l'immobilier. Les salaires qu'elles payaient n'avaient rien à voir avec les autres salaires sur l'île... Bien sûr, les prix de l'immobilier ont flambé, tous les jeunes diplômés sont devenus banquiers. Les banques ont « mangé » toutes les autres industries. Alors, vous pensez, ma mission de conserver une économie équilibrée... C'était impossible.

Qu'avez-vous fait ?

Soit on veut un énorme centre financier et on abandonne le reste de l'économie en acceptant qu'ils sont incompatibles, soit on limite la taille du secteur financier pour permettre le développement d'une économie équilibrée. Je l'ai dit à mes employeurs, mais ils n'étaient pas intéressés. Et ça a empiré. Parce qu'une fois que vous êtes dépendants d'un secteur comme celui de la finance, votre système environnement politique devient de plus en plus vulnérable. La finance dicte ses droits : « baissez nos taxes ou nous irons ailleurs, à Dublin, au Luxembourg. » Il y a une pression politique constante, et c'est un cercle vicieux, qui grandit au fur et à mesure qu'on devient plus dépendant. J'étais témoin d'une véritable fuite vers le bas. C'était pareil à Londres, qui attirait de l'argent sale venant de partout. J'en voyais une grande partie passer par Jersey. On voyait que c'était de l'argent

sale, mais personne ne sonnait l'alarme, parce qu'ils en avaient besoin et que cet argent corrompait tout.

Dans le film, vous êtes suivis par les autorités de Jersey. Etes-vous suivi actuellement ?

Non, même si j'imagine que Tax Justice Network est surveillé par le MI5. Je serais déçu si ce n'était pas le cas ! Cela voudrait dire que l'on ne travaille pas assez dur. A Jersey, nous étions suivis car les autorités voulaient savoir qui nous rencontrions, pour faire ensuite faire pression sur eux. C'est presque soviétique. L'un d'eux, Stuart Syvret [un militant qui apparaît dans le film, ndlr], ne peut toujours pas trouver de représentation légale sur l'île : les avocats ont trop peur de se battre contre le gouvernement ou les banques.

Vous avez grandi à Jersey. Comment vit-on dans un paradis fiscal ?

C'est une île avec de merveilleux paysages, mais partout, l'argent a pris le dessus. Je suis parti parce que je ne voulais pas voir mes enfants grandir au milieu de ces inégalités, avec d'un côté des gens qui possèdent des yachts gigantesques et de l'autre des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer.

Avant d'entrer au gouvernement de Jersey, vous avez travaillé à Deloitte, l'une des grandes firmes comptables installées à Jersey. Quelle était l'ambiance là-bas ?

Pendant deux ans, je côtoyais des gens dont le seul but était de gagner beaucoup d'argent. C'était l'attitude typique des financiers de la City : beaucoup d'alcool et un complet « jemenfoutisme ». Un jour, je disais à ma boss que je trouvais horrible qu'un de nos clients soit en train de piller les ressources africaines. Elle m'a répondu : « J'en n'ai rien à foutre de l'Afrique! » J'évitais de poser trop de questions pour ne pas me faire remarquer. Je faisais de la voile, j'allais beaucoup au cinéma. Mais je me sentais très isolé.

Et vous avez utilisé votre expérience à Jersey pour dénoncer les dérives de la finance internationale.

Je voyais des parallèles forts avec Jersey et ce que relatait un livre de Nick [Shaxson, un journaliste, ndlr] sur l'Afrique de l'Ouest, où se produit une malédiction des ressources : l'extrême développement des secteurs du pétrole et du gaz qui hausse les prix partout, accroît la corruption et affaiblit les autres industries. J'ai contacté Nick et nous avons commencé notre enquête. La première étape, c'est ce le film, qui s'intéresse au rôle de Londres et qui combat l'idée que la City a un impact positif sur l'économie du Royaume-Uni. La seconde, c'est notre prochain film, « La fin de la démocratie », qui sortira l'année prochaine et sera une critique du néo-libéralisme. Il révèle comment l'avènement de la finance a fait accroître les inégalités et a pris en otage les états, qui, de plus en plus, doivent rendre des comptes aux multinationales. Cela met grandement en péril la démocratie et induit le public à douter des institutions publiques – la politique, mais aussi les médias.

Le second empire britannique n'est pas passé à la TV au Royaume-Uni. Pourquoi ?

J'ai été en contact avec la BBC, Channel 4, ITV. Ils n'ont pas témoigné d'intérêt pour le film. Selon moi, la télévision britannique n'aime pas les documentaires qui regardent d'un œil critique le rôle de Londres.

Avec le Brexit, la City risque de perdre une partie de son influence sur l'échiquier de la finance mondiale. Emmanuel Macron aimerait bien faire de Paris un centre financier comme Londres. Qu'en pensez-vous ?

Macron est un néo-libéral standard, qui arrive au moment où le néo-libéralisme est en train de s'écrouler. Il est l'homme d'hier. Un tel centre financier peut avoir un effet dramatique sur l'économie d'un pays. Au Royaume-Uni, toutes les décisions politiques sont centrées sur Londres. Dans le reste du pays, les gens se sentent abandonnés. C'est là qu'est le danger : Macron veut faire de Paris ce que nous avons fait de Londres. Il semble passer à côté de l'avertissement horrible de la malédiction de la finance. Il est entré dans le jeu de la compétitivité fiscale, et c'est un jeu de perdants. J'ai bien peur qu'il n'ait pas pensé au long terme. L'idée que ce genre de compétition attire des investissements reste à prouver. Qui gagne, à ce jeu ? Personne, à part les élites.